

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 1

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Zurich : le féminisme explose

Le mouvement féministe zurichois est en plein boom. Même si la réflexion théorique ne suit pas le rythme d'expansion des activités ponctuelles.

Entrée interdite aux hommes : c'est écrit, à la peinture verte, sur les marches de l'escalier du Frauenzentrum de la Mattengasse. J'ai pensé : entrée interdite aux Noirs. Puis, dans un deuxième temps : c'est vrai que si les hommes y avaient accès, ce lieu perdrait une partie de son sens.

Iris et Cornelia, deux des responsables du centre, me reçoivent dans la salle du « Pudding Palace », le restaurant sis au rez-de-chaussée de l'immeuble. Quatre soirs par semaine, les femmes peuvent s'y retrouver entre elles, manger, discuter à l'abri de toute intrusion masculine. Au fond de la salle, un comptoir sert de bar « exclusivement féminin » le vendredi soir.

« Il y a des tas d'endroits qui sont de fait interdits aux femmes, plaide Iris, et personne ne s'en scandalise ». « Le séparatisme est un bon moyen de pression », m'avait déjà dit Anita Krattinger, journaliste à la *Frauezeitig* (cf. article p. 11). Mes interlocutrices précisent que de temps en temps une entorse à la règle s'impose : faute d'électricienne compétente et disponible au bon moment, il a fallu recourir à un électricien pour l'installation électrique du restaurant. Et quand il s'est agi de négocier la subvention accordée par la Ville, force a été d'introduire dans les lieux un fonctionnaire de sexe masculin.

Pour tous les goûts

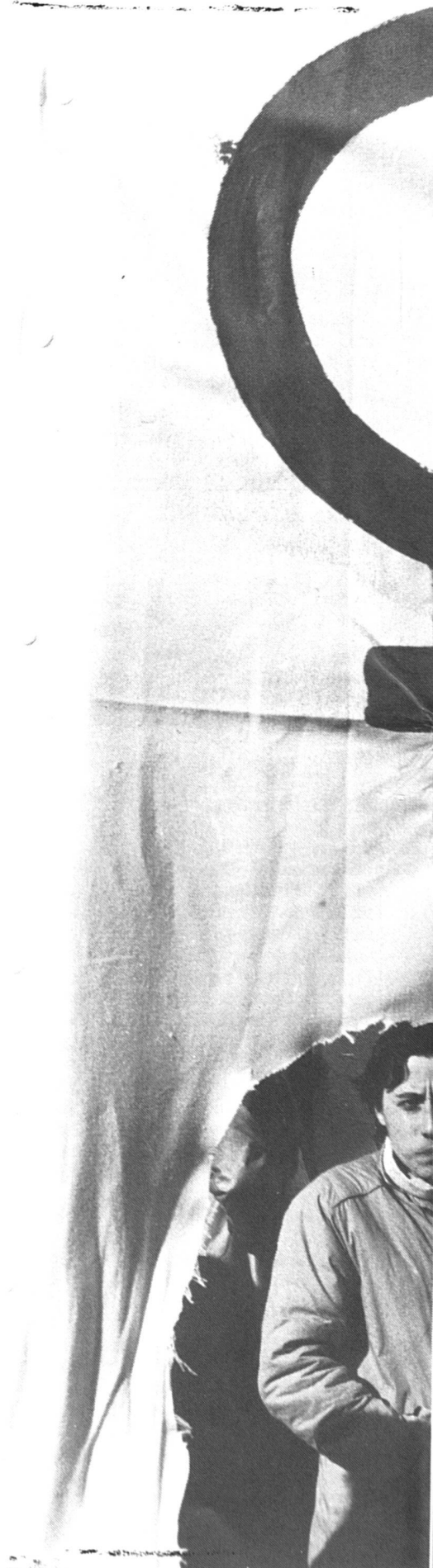
Les activités spécifiquement réservées aux femmes foisonnent à Zurich en ce début des années nonante. Il en existe une cinquantaine, et des plus variées. Le Frauenzentrum, qui en accueille une bonne partie, offre à ses usagères, outre le « Pudding Palace », un dispensaire médical, un bureau d'information sur tous les problèmes de la vie des femmes, une bibliothèque, un local pour faire de la musique, un atelier de réparation pour bicyclettes... Y siègent également une centrale d'information téléphonique pour les lesbiennes et la *Frauezeitig* (cf. article en p. 11).

Un haut lieu du féminisme, donc, ce bâtiment plutôt vétuste de la Mattengasse 27, occupé par le Frauenzentrum depuis 1980 ? Oui et non, répondent Iris et Cornelia. Oui, parce que c'est une maison où beaucoup de femmes travaillent ensemble, s'informent, s'entraident. C'est un symbole des conquêtes des vingt dernières années, une représentation tangible de la place que les femmes occupent désormais dans la société. Grâce notamment aux subventions publiques, les infrastructures fonctionnent bien, la fréquentation est bonne.

Et en même temps non, parce qu'une dimension lui manque : celle de la réflexion, de la mise en rapport de la théorie et de la praxis. « Beaucoup de femmes qui viennent ici n'ont pas de réelle conscience féministe. Elles utilisent des services, elles ne militent pas. Le centre n'est pas, comme il pourrait l'être, un laboratoire d'idées. »

La pensée de la différence

C'est pour tenter de combler cette lacune que les animatrices avaient organisé, quelques jours avant ma venue, un débat avec les femmes de la « Libreria delle Donne » de Milan, phare du « féminisme de la différence » qui a désormais détrôné, en Italie, le « féminisme de l'égalité » (cf. dossier de FS de janvier 1989). La pensée politique de la différence sexuelle n'est pas beaucoup plus développée à Zurich qu'ailleurs en Suisse. Même la grande manifestation contre la violence sexiste qui a eu lieu en septembre dernier, et dont les organisatrices ont pu mobiliser sans aucune peine plus de 800 femmes en deux jours, n'a pas été, d'après mes interlocutrices, l'expression d'une véritable volonté commune de changer les règles du pouvoir en légitimant le féminin, mais plutôt l'explosion d'un ras-le-bol face aux agressions répétées dont sont victimes les femmes dans une métropole comme Zurich.





Iris et Cornelia ne souhaitent pas voir le féminisme verser dans de stériles cogitations (travers qui guette, c'est un commentaire de la soussignée, les théoriciennes italiennes). L'idée de la différence, elles veulent la mettre en pratique : « Je ne veux rien démontrer, je veux vivre une vraie vie de femme. » Mais elles ne souhaitent pas non plus que le formidable foisonnement des activités féministes à Zurich se résume à répondre à des besoins féminins sans contenu idéologique.

Autre point de chute des Zurichoises en mouvement, l'étage réservé aux femmes dans le centre de quartier de Kanzlei. Décor « alternatif » comme on n'en fait plus en cette bâtisse aux vastes locaux et aux plafonds aristocratiquement hauts, où circulent les groupes les plus hétéroclites : murs bariolés de fresques aux teintes vives, désordre pittoresque. Au Frauenzentrum de la Mattengasse comme ici, on déclare avec un bel ensemble qu'il n'y a pas de rivalité ni de différence idéologique entre les deux lieux, tout en soulignant l'absence d'homogénéité, la fragmentation du mouvement zurichois. Et comme les animatrices du Frauenzentrum, celles du Kanzlei reconnaissent que, dans l'ensemble, la réflexion théorique est peu poussée.

Vers un centre culturel pour femmes ?

Le Kanzlei, cependant, a une connotation plus culturelle. Sa « Frauenzimmer » abrite le BOA, bureau d'information qui dispense, plus que des renseignements de service, une information sur la vie féministe de la ville et d'ailleurs, et l'administration du cinéma pour femmes Xenia, situé à

proximité ; on y trouve également des « Archives femmes » contenant une vaste documentation sur des thèmes comme la violence, le travail, la santé, la prison, le logement, la psychiatrie. C'est au Kanzlei que se réunissent les musiciennes de « Frauen machen Musik », c'est au Kanzlei qu'a lieu en ce mois de janvier une rencontre sur le thème « Femmes et littérature ». La fête mensuelle du Kanzlei attire chaque fois environ 200 femmes, malgré la concurrence de deux discothèques pour femmes en ville.

Le centre de quartier abrite également les réunions du Wyberrat, un forum de femmes de différents milieux qui se battent actuellement pour la création d'un véritable centre culturel des femmes dans les locaux de la Caserne.

La liste des lieux et projets de femmes à Zurich est encore longue : maison et permanence téléphonique pour femmes battues, centre d'information pour les femmes du tiers monde, cours d'auto-défense, librairie des femmes, café des femmes « Sorrella »... toutes ces initiatives sont dues à des militantes qui se situent dans la droite ligne du « nouveau mouvement », dont on situe la date de naissance en un jour de novembre 1968.

Les 20 ans du FBB

Ce jour-là, l'Association pour le suffrage féminin de Zurich fêtait en toute officialité, au Schauspielhaus, son 50e anniversaire. Et voici qu'une jeune femme monte à la tribune, s'empare du micro et appelle à un autre type de combat que celui pour le droit de vote, le combat contre l'oppression... Peu de temps après se constituait le « Frauen-Befreiungs-Bewegung » (équivalent du MLF).

Tante Adelante: la facette radicale

Issues de la mouvance des jeunes qui depuis le début de l'année occupent régulièrement la rue pour réclamer des logements, les « Tante Adelante » se sont formées au début de l'été. Saisissant l'occasion de la fête des 20 ans du FBB, elles ont occupé leur première maison, mettant en pratique leur slogan « Vom Frauentraum zum Frauenraum » (du rêve des femmes à l'espace des femmes). Elles veulent occuper l'espace urbain, se retrouver dans un espace à l'abri des hommes, leurs collègues masculins du Mouvement du logement inclus.

Le choix de la fête du FBB n'était pas fortuit : comme il y a vingt ans, elles voulaient secouer le mouvement « établi » des femmes. S'appropriant du sigle FBB, elles l'ont transformé en « Frauen bilden Banden » (des femmes forment

des bandes), et le spraient régulièrement sur les murs de la ville.

Le logement n'est que le détonateur des Tante Adelante, qui ne sont pas toutes des squatteuses. Leur programme est ambitieux : contre la violence des hommes, contre les effets néfastes de la psychiatrie, contre le tourisme sexuel, contre la maternité forcée et contrôlée. Autonome et radicale doit être la lutte, dans la tradition du mouvement des jeunes du début des années quatre-vingt. Six mois après leur apparition, il est difficile de juger de leur impact. Les Tante, à limite du mouvement conspiratif, sont encore là. Elles fonctionnent de manière presque spontanée et sont représentatives de l'éclatement du mouvement des femmes à Zurich : une facette radicale qui se développe en se démarquant d'autres groupes de femmes. (cco)



Les femmes du Wyberratt réclament un véritable centre culturel pour les femmes.

Aujourd'hui, le FBB n'existe plus en tant que tel. Mais l'été dernier, en juin, certaines de ses anciennes militantes ont décidé de fêter les 20 ans de sa création et ont donné, par la même occasion, une impulsion décisive à la réanimation du mouvement. « Ce n'est pas que plus rien ne se faisait, dit Iris, du Frauenzentrum. Toutes les activités actuelles ne datent pas d'hier. Mais elles se déroulaient un peu dans l'ombre. La fête de juin dernier a replacé les initiatives des femmes sur le devant de la scène, a amorcé un nouveau débat public. » L'on a entendu ainsi les pionnières du mouvement et les féministes plus jeunes discuter à la radio sur ce qui a été obtenu, sur ce qui reste à faire...

Les associations traditionnelles existent toujours à Zurich, et l'on a assisté aussi ces

derniers temps à une institutionnalisation de la cause des femmes, avec la création d'un bureau municipal de l'égalité, en plus du bureau cantonal. Les féministes radicales approuvent l'existence de cet organisme, et en profitent d'ailleurs sur le plan financier, mais la conquête de l'égalité qui fait son principal objectif n'est pas pour elles la priorité. Elles veulent autre chose, la reconnaissance et l'épanouissement de la culture des femmes, une vraie politique féministe.

« Et puis, aucun organisme ne peut remplacer le mouvement » dit l'une d'entre elles, non sans émotion. Un problème auquel les Romandes devraient être sensibles...

Silvia Ricci Lempen

La moitié de l'éther

La moitié de l'éther, c'est ce que la radio locale zurichoise Lo-Ra (Alternatives Lokal-Radio) voulait offrir aux femmes. Seule radio locale non commerciale en Suisse, Lo-Ra fonctionne depuis six ans grâce au soutien d'une communauté d'auditeurs et d'auditrices. C'est le public également qui assure la majorité des émissions. Le micro est ouvert à tous et toutes, à une condition : pas de racisme, ni de sexisme. Les animateurs et animatrices de Lo-Ra — un quota d'au moins 50 % de femmes a été fixé dès le début — n'interviennent que rarement à l'antenne. Ils et elles sont là avant tout pour assurer le fonctionnement technique, coordonner les programmes et encadrer les personnes venant de l'extérieur préparer les émissions.

Dès les débuts également, il était prévu de laisser la moitié du temps d'antenne aux femmes, la moitié de l'éther, selon le nom donné au programme. La réalité n'a pas tout-à-fait suivi. Les émissions des femmes, explique Barbara qui en est responsable, représentent environ un sixième du temps total, soit 12 à 16 heures par semaine. (Lo-Ra n'émet pas encore toute la journée). Barbara est chargée de redistribuer le temps d'antenne aux femmes ou groupes de femmes qui s'annoncent pour prendre le micro. Plus souvent encore, elle est à la recherche d'interlocutrices en fonction de thèmes d'actualité. Une rédaction de femmes, qui se réunit une fois par mois, décide des points forts et prépare les émissions à venir. Violence contre les femmes, technologies génétiques et mouvement international des femmes sont parmi les thèmes régulièrement à l'ordre du jour. Les lesbiennes ont leur propre émission et leur propre rédaction, ainsi qu'un groupe de femmes qui ne fait que des émissions musicales.

Barbara ne cache pas que les femmes pourraient davantage profiter de la possibilité qui leur est offerte de s'exprimer sur les ondes de Lo-Ra. Elles en font un usage divers. La radio est avant tout le porte-parole du mouvement autonome des femmes, reconnaît Barbara. Les animatrices de Lo-Ra ne tiennent d'ailleurs pas en haute estime l'engagement des femmes dans les institutions, parlementaires ou autres. Il n'est par conséquent pas étonnant que les émissions aient surtout une résonance parmi les femmes « autonomes », avec tous les risques de fonctionner en circuit fermé que cela comporte.

(cco)

Le lesbianisme, praxis du féminisme ?

Le féminisme zurichois doit beaucoup aux lesbiennes, et il le leur rend bien, puisque plusieurs possibilités d'accueil leur sont offertes : la permanence du Frauenzentrum, un « Lesbentelephon », une consultation pour mères lesbiennes auprès du groupe « Frauen — macht — politik » (cf. article p. 12).

Toutes les militantes que j'ai rencontrées s'accordent pour dire que les lesbiennes s'investissent plus que les autres femmes dans le mouvement : pour des raisons pratiques, parce qu'elles ont plus de temps — pas d'homme à la maison ! — mais aussi pour des raisons idéologiques. Anita Krattinger, journaliste à la *Frauenzeitung*, cite sans totalement l'endosser le mot d'Adrienne Rich : « Le féminisme est la théorie, le lesbianisme la praxis. » « Le discours féministe dit qu'il faut se défendre contre les hommes. C'est plus facile quand on n'a pas de liens affectifs avec eux. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas être féministe si on n'est pas lesbienne. »

Une autre lesbienne souligne : « Toutes les femmes qui vivent avec une autre femme ne sont pas des lesbiennes. Une vraie lesbienne s'assume comme telle, ne

Frau Ohne Herz

Nr.25 89

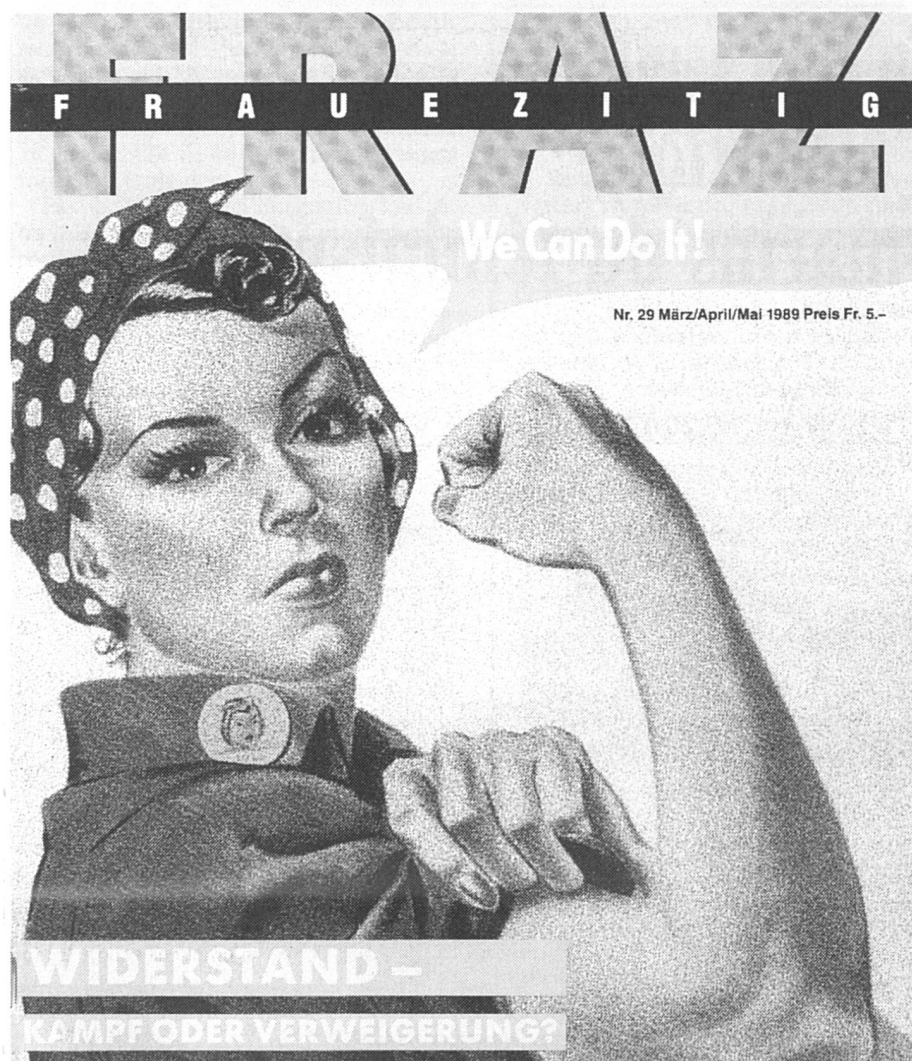
Fr.5.-/DM5.-



Le journal des lesbiennes zurichoises. La légende inscrite en vertical sur la couverture signifie : « Journal pour les femmes et pour les autres lesbiennes. » Une manière de dire que les hétérosexuelles sont des lesbiennes qui s'ignorent...

se cache pas. » C'est la condition d'un militantisme cohérent.

Une autre encore m'invite à réfléchir sur l'« homosexualité » des hommes dans l'exercice du savoir et du pouvoir... (srl)



La FRAZ, ou les limites du pluralisme

A qui parle la « Frauezeitig » ?

« Résistance. » C'est ce titre, barrant la couverture du numéro du printemps dernier de la *Frauezeitig*, trimestriel féministe édité à Zurich, qui nous a donné l'envie d'aller enquêter sur le mouvement des femmes zurichoises. Ce titre, et l'éditorial du même numéro, significativement illustré de la photo d'une femme visant à travers la lunette d'une mitraillette. Un éditorial qui s'insurgeait contre le danger de récupération institutionnelle qui guette les projets féministes, qui posait la question des stratégies de résistance (« Refus, boycott, sabotage ? ») et qui se terminait par cette phrase : « Si nous ne parvenons pas à atteindre nos buts autrement, faudra-t-il donc que nous posions des bombes ? »

Langage à tout le moins insolite, voire choquant, pour les militantes, même les plus radicales, de ce côté-ci de la Sarine. Anita Krattinger, signataire de cet éditorial, sourit quand je lui en fais la remarque : « C'est mon point de vue. Les hommes sont et resteront nos adversaires. En tant qu'individus — le patron qui nous sous-paie, le professeur qui nous impose un savoir masculin, le juge qui condamne les violeurs à des peines légères — mais aussi en tant que collectivité. Il faut combattre fermement le regain de misogynie auquel on assiste actuellement, aussi bien dans les relations interpersonnelles entre femmes et hommes que sur le plan social. »

N'existe-t-il donc pas des hommes de bonne volonté, des hommes qu'on pour-

rait dire féministes ? « Oui. Nous ne devons pas refuser leur aide, ne serait-ce que parce que nous n'avons pas assez de pouvoir pour nous passer d'eux. Mais il faut se méfier du double discours que tiennent beaucoup d'entre eux. »

Une de ses collègues, qui participe à l'entretien, précise : « Pour ma part, je ne considère pas tout homme individuellement comme un adversaire. Mais je n'aime pas qu'un homme nous dise : vous devez combattre les machos, moi, je n'en suis pas un. On ne se débarrasse pas de l'histoire de son sexe. Il faut prendre de plus en plus conscience de la différence culturelle qui nous sépare des hommes. »

Anita et sa collègue sont à peu près sur la même longueur d'onde, mais toutes les deux insistent sur le caractère personnel de leurs opinions. L'éditorial est écrit à tour de rôle par chacune des membres de la rédaction, et ne prétend pas refléter la ligne du journal. Celui du numéro de cet automne, signé par une autre rédactrice, et consacré à l'« Eco-féminisme », arbore un vert plutôt pâlot, et ne rappelle qu'en bout de course le lien entre oppression des femmes et destruction de la nature.

La *Frauezeitig*, dont il faut souligner la bonne tenue journalistique, se veut une publication pluraliste, tant par le choix des thèmes que par la manière de les traiter. Exemple : le dossier du début de l'année 1988, consacré à la spiritualité féminine, où le débat fait rage entre les tenants des valeurs matriarcales et les « politiques ». Cependant, tous les groupes féministes ne s'y sentent pas équitablement représentés. « Par exemple, on nous reproche de ne jamais parler des mères, des problèmes que pose le fait d'avoir des enfants. Il n'y a pas de mères dans l'équipe de rédaction, et ça se sent. » Aussi étonnant que cela puisse paraître à la lectrice welsche, certains groupes très radicaux ne se reconnaissent pas non plus dans le journal...

Pour la rédactrice de *Femmes Suisses*, la tentation est grande d'esquisser une comparaison entre les deux publications. Le tirage de la *Frauezeitig* — 4 000 exemplaires — est à peu près comparable à celui de *Femmes suisses*, le nombre de ses abonné-e-s (2000) également. Il faut cependant observer que la *Frauezeitig* est un trimestriel et non un mensuel ; d'autre part, ce qu'on appelle en langage de presse le « taux de pénétration » est meilleur pour *Femmes Suisses*, étant donné que le public potentiel est beaucoup plus restreint en Suisse romande.

A cela, deux explications principales. D'une part, le faible nombre de publications féministes en Suisse romande, où *Femmes Suisses* ne rencontre pratiquement pas de « concurrence ». En Suisse alémanique, sept ou huit titres se réclament du féminisme. D'autre part, la vocation plus « rassembleuse » de *Femmes Suisses*, alors que la *Frauezeitig*, toute pluraliste qu'elle se veuille, affiche dans certains numéros un extrémisme qui certainement effarouche une bonne partie de son lectorat potentiel.

Silvia Ricci Lempen 11



Politique: les sous-marins du féminisme

Les femmes du groupe « Frauen — macht — Politik » ont fait entrer le mouvement au Parlement.



Foto : Gertrud Vogler

Regula Munz

Christine Weibel

Fatima Heussler

Christine Goll

Les candidates de la FRAP au Conseil d'Etat.

Si le français se prête aux jeux de mots, l'allemand n'est pas en reste. Le groupe formé en 1986 par quelques Zurichoises décidées à secouer la poussière de la politique institutionnelle masculine et masculiniste s'appelle : « Frauen - macht - Politik ». La minuscule de « macht » incline à traduire : « Femmes, faites de la politique ! » Mais les tirets créent l'ambiguïté : « macht » signifie aussi pouvoir...

Les féministes du Frauenzentrum tentent de promouvoir une pensée politique, et font en tout cas de la politique au quotidien, mais se désintéressent de la politique active. Celles de la FRAP (sigle de « Frauen — macht — Politik »), en revanche, ont relevé le défi de la « Doppelbelastung » (double charge) qui consiste à se battre pour entrer dans les structures sans se faire absorber par elles.

Dedans et/ou dehors

« Tout a commencé en 1985, raconte Christine Goll, par des débats passionnés sur le parlementarisme dans le cadre du

Wyberrat, un forum de femmes créé sur l'exemple de ce qui s'était fait à Berlin et à Hambourg. On discutait des textes théoriques, la problématique du dedans et du dehors. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une liste de femmes pour les élections cantonales de 1987. »

La FRAP, constituée en 1986, n'est pas un parti. Certaines des femmes qui y militent viennent des partis de gauche ou des syndicats, d'autres sont des féministes autonomes, sans aucune attache partisane. La liste de femmes de 1987, apparentée aux POCH et aux Verts, a recueilli plus de 20 000 voix et deux de ses candidates, dont Christine Goll, ont été élues. La FRAP avait également présenté une liste de quatre femmes pour le Conseil d'Etat. (Quatre, pour revendiquer une majorité féminine au gouvernement !) Aucune n'a bien sûr passé la rampe, mais elles ont pu s'exprimer dans les débats, dans la presse. Opération renouvelée à l'automne de la même année avec une candidature de la FRAP au Conseil national.

Le programme de la FRAP ? « Il est encore en discussion. Etre femme n'est pas

un programme. Mais une chose est sûre, nous voulons faire apparaître, sur chaque question, la sensibilité et le savoir des femmes. » Dans cette optique, une collaboration fructueuse a été amorcée sur certains points, avec les autres femmes du Parlement, y compris celles des partis bourgeois. Un accord avec le groupe des Verts permet aux deux députées féministes de siéger dans des commissions.

Casser les rites

« Nous voulons déranger, casser certains rites. Il nous arrive de faire de la provocation : parler en dialecte, omettre le traditionnel « Monsieur le président » au début d'une intervention. Notre manière informelle de nous habiller a déjà déteint sur certains députés... » D'autres, en revanche, se lèvent et sortent dès que Christine ou sa collègue prennent la parole !

Mais ce n'est pas seulement une question de forme. Les députées de la FRAP s'efforcent chaque fois que c'est possible d'apporter un point de vue féminin dans



un débat. Avec quelques thèmes prioritaires, comme la drogue, la prostitution, le sida, le travail des femmes, la formation, la violence, la technologie génétique, la politique d'asile... Quant à la réflexion interne au groupe, elle ne se limite pas aux sujets traités au Parlement.

Pas facile d'éviter l'intégration tout en travaillant dans le système. Cet exercice de corde raide est souvent mal compris par les féministes opposées au parlementarisme. Mais les femmes de la FRAP ont une position très claire : elles font partie du mouvement, en défendent les idées au mieux de leurs possibilités, mais ne prétendent pas le représenter. « De toute façon, la fragmentation du mouvement zurichois rend illusoire une véritable représentativité. »

Les contacts avec les associations traditionnelles sont quasi inexistantes, mais une alliance se vérifie sur certains points, comme sur la question du service du feu (cf. article en page Suisse actuelles). Et Christine Goll se déclare plus intéressée par la problématique de l'égalité que mes interlocutrices du Frauenzentrum. Elle souhaite aussi que la FRAP puisse collaborer avec les bureaux cantonal et communal chargés de l'égalité.

Silvia Ricci Lempen

A Lucerne aussi

La FRAP n'est pas la seule organisation à s'être lancée dans l'aventure d'une liste de femmes en Suisse alémanique : à Lucerne aussi, une liste féminine a mis, l'automne dernier, de la couleur dans la grisaille politique.

On s'acheminait vers l'élection tacite d'un nouveau membre du gouvernement cantonal lucernois : le candidat radical, dont le parti avait « droit » au siège, avait reçu le soutien des autres partis établis. C'était sans compter avec la Liste indépendante des femmes, la FUL, qui a lancé la candidature d'Andrea Z'Graggen. Après une campagne politique pleine de fantaisie, la candidate empêchée de tourner en rond récoltait le 28 octobre dernier un tiers de voix. Plus qu'un succès d'estime. La Liste indépendante des femmes ne se considère pas comme un parti, même si deux représentantes siègent au Grand Conseil lucernois et deux autres au Parlement de la ville de Lucerne. « Le parti comme institution politique est dépassé », explique une des membres. La FUL n'a ni présidente, ni comité, pas d'assemblée des déléguées ou de programme. Seulement des réunions bi-mensuelles, où les participantes sont prêtes à discuter tous les thèmes d'actualité, comme celui par exemple d'une candidature au gouvernement. Car les femmes de la FUL, si elles critiquent les structures politiques en-croûtées, veulent mettre leur grain de sel partout. (cco)

Femmes à l'Uni: semi-victoire au Parlement

Le mouvement pour la promotion des femmes à l'université, conduit par l'antenne zurichoise de l'association Femmes Féminisme Recherche, s'inscrit lui aussi dans l'actuel courant de renouvellement du féminisme sur les bords de la Limmat. Ses militantes viennent d'obtenir que la question soit débattue au Grand Conseil.

À la fin novembre, le gouvernement a été chargé d'établir un rapport sur les moyens d'améliorer la représentation des femmes à l'université, en particulier au sommet de la hiérarchie. Car Zurich ne fait pas exception, comptant 2,9 % de femmes professeurs (moyenne suisse 2,2 %). La décision a été emportée grâce à la solidarité des femmes, qui à l'exception de deux, ont soutenu le postulat déposé par une députée verte, même contre l'avis de leur parti. Irène Meier, l'auteur du postulat, a rappelé que le nombre de femmes occupant une chaire n'est pas seulement une question de temps, comme l'avait répondu le gouvernement. Comment expliquer sinon que le nombre des femmes professeurs stagne, alors que la proportion des étudiantes et des assistantes est en constante augmentation. Elle réclame notamment que soient revus les critères d'engagement, calqués sur les expériences faites par les hommes.



Emilie Kempin-Spyri, première femme juriste de Suisse, a été une des premières étudiantes de l'Université de Zurich.

Le gouvernement et les partis bourgeois étaient farouchement opposés à ce qu'ils ont appelé « une discrimination à l'envers ». Les femmes n'ont pas besoin de mesures spéciales de promotion, seules les qualifications comptent. Le débat a volé parfois bien bas, certains messieurs osant encore déclarer que « la place de la femme est à la maison ». Un député UDC a même perdu le contrôle, gesticulant et hurlant qu'une femme n'a qu'à se contenter des cadeaux qu'on lui fait et qu'il n'était pas question de faire quoi que ce soit pour des « Emanzen » (termes péjoratifs désignant des femmes réclamant l'émancipation).

Un deuxième postulat, demandant sous forme déguisée l'introduction de Women Studies à l'Université de Zurich, n'a malheureusement pas passé la rampe. Il est toutefois intéressant de remarquer que la section zurichoise de l'association Femmes Féminisme Recherche, dont fait partie l'auteur du postulat Irène Meier, avait fait un imposant travail de « lobby » en faveur des deux postulats. Les médias et diverses associations avaient été alertés et informés sur l'importance des revendications.

Catherine Cossy